

Front Ouvrier

En 1789, les États généraux précédèrent la révolution.

(Histoire de France.)

... Et en 1945 ?

SIÈGE : 4, rue de Marseille, LYON
 permanence tous les vendredis de 18 à 20 heures

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
 des travailleurs eux-mêmes ! »

ABONNEMENT POUR 24 NUMÉROS : 60 francs
 Prix du numéro : 3 fr.

UN DISCOURS HISTORIQUE

Lorsque l'idée d'une Assemblée Constituante fut lancée, elle rencontra aussitôt l'assentiment de tous les travailleurs. A ce moment il allait de soi que cette Constituante devait être souveraine. Qui aurait pu imaginer qu'on veuille simplement remplacer la Consultative actuelle par une Assemblée élue cette fois, mais aussi désarmée, aussi dénuée de pouvoirs et de liberté d'action ?

Pourtant, la réaction a réussi pour un temps à escamoter le véritable débat. Les cris d'épouvante des défenseurs du capital ont été entendus. Et ils ont trouvé au gouvernement des oreilles intéressées. Certes, tout n'est pas dit ; il est encore possible, par l'action de masse, de faire échec aux manœuvres de la bourgeoisie. Il est encore possible d'imposer une Constituante souveraine, élue à la proportionnelle. Mais à condition de ne pas capituler avant de combattre.

Un fait est certain, c'est que le gouvernement du Général de Gaulle estime nécessaire de conserver son pouvoir de tutelle sur le pays. Pour lui, le peuple français n'est pas majeur. Il lui faut un tuteur, un chef, un guide. Vive le Maréchal ! Pardon. Vive le Général !

Le sens le plus élémentaire de la démocratie a disparu du langage officiel à tel point que le sens des mots s'en trouve lui-même affecté. Le général de Gaulle plaisante-t-il lorsqu'il annonce que le gouvernement « propose » au pays ceci ou cela ? Alors qu'en réalité il lui impose de se prononcer sur ce qu'il plaie au gouvernement de mettre en discussion ?

Et le bonapartisme du discours du 12 juillet se fonde sur l'annonce de fait que nous sommes malheureusement les seuls à contester : « L'unité française » a été reconstituée par la Constituante au sein du mouvement général autour duquel, comme j'ai l'honneur de présider ». Pourquoi ne pas au moins organiser un référendum, alors que l'on se plébiscite ainsi soi-même, sans crainte de se voir démentir ? Les directions ouvrières ont estimé que la seule issue possible à la rupture de la coalition, qu'il s'agisse de sauver l'unité.

Le fait est que cette conception conciliatrice se dessine dans le discours du 12 juillet. Elle ne rompt pas l'unité, on a sacrifié les intérêts du peuple à un organisme soumis directement au pouvoir.

On ne rompt pas l'unité, les T.P., les ouvriers patriotes, les gardes civiques ont été réintégrés dans le blason de la police complice de la réaction. Les officiers « abusés par Vichy ». Aujourd'hui, on se contente de protester platoniquement contre le régime.

On ne rompt pas l'unité, on tolérera, à côté de la Constitution, l'expression de la volonté populaire, la présence d'un mouvement « indépendant », hostile à toute tentative de mettre en danger le régime bourgeois. On s'annonce que les travaux de la Constituante soient effectués. Quand en aurons-nous fini avec cette nouvelle collaboration ?

FRONT OUVRIER.

Après le X^e Congrès du Parti communiste

LA REPRISE ECONOMIQUE

Le gouvernement qui, malgre ses proclamations au sujet de la liberté de la presse, ne nous alloue qu'une quantité de papier dérisoire, ne permet pas au « Front Ouvrier » d'être autre chose qu'un bi-mensuel. Nous aurions voulu consacrer au Congrès de nos camarades du Parti communiste français plus d'un court article, mais notre place étant ainsi limitée, nous ne pouvons nous étendre comme nous le voudrions, même sur les sujets les plus intéressants. Voici, néanmoins, à ce propos, quelques brèves remarques dans le cadre général de la politique de classe que nous défendons.

LE ROLE DES OUVRIERS.

De nombreux orateurs ont rendu un juste hommage au rôle important qu'ont joué les ouvriers à travers toute l'occupation nazie et depuis la libération. Le camarade Lambin (Pas-de-Calais) rappelle qu'en pleine terreur fasciste, une grève de 100.000 mineurs a été déclenchée dans son département. Le camarade Casanova retrace l'activité passée des F.T.P. Le camarade Airoldi (Rhône) cite en exemple le personnel de l'usine Bertet, où la production est passée, d'octobre 1944 à avril 1945, de 20 unités par mois à 160. Il parle des cheminots qui se distinguent en travaillant 14 heures par semaine. Le camarade Pajneau (Loire) exalte le dévouement des ouvriers de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne. Les camarades Fernando Pratinat (Allier), Lallemand (Nord), Bidot (Dobbs), et bien d'autres, apportent des centaines de preuves de l'inlassable activité des ouvriers et des paysans.

LA REPRISE ECONOMIQUE.

Une fois de plus la preuve est donc faite que le prolétariat industriel et agricole est le véritable moteur de l'économie. Et nous regrettons que le camarade n'en ait pas tiré les conclusions évidentes. Lorsqu'il parle de développement de la production, de problèmes du charbon, de renaissance économique, il touche aux vrais problèmes de l'heure, mais sans y apporter des solutions concrètes. Une seule fois, il fait allusion en passant à la situation actuelle : il signale que le 17 avril 1945, la Fédération des métaux a proposé un plan permettant la remise en état de 38 hauts fourneaux. Voilà un exemple précis, concret, de la seule méthode possible de remise sur pied de l'économie française, au service du peuple et non de l'impérialisme : le plan de production. Et ce plan de production doit être élaboré par ceux qui sont : 1° Les éléments de la nation les mieux placés pour connaître la question ; 2° Les éléments les plus dynamiques de la société, à savoir : les travailleurs et leurs organisations syndicales. Le fait que la C.G.T. établisse le plan de production ; le fait que la remise sur pied de l'économie soit l'œuvre du prolétariat industriel et agricole ; il faut qu'elle soit faite par lui dans ses propres intérêts.

LES CONDITIONS DE LA REPRISE.

Mais comment faire pratiquement ? Pratiquement, et c'est là où les insuffisances du X^e Congrès se font le plus sentir, la reprise économique, impossible sans la participation et le contrôle des travailleurs, est impossible sans une amélioration des conditions de vie et des salaires. Pour travailler, il faut manger, et pour manger, dans la société capitaliste, il faut lutter pour sa nourriture. La bataille pour la production est donc inséparable de la bataille pour les revendications ouvrières. Le raisonnement est simple : pour que le pays vive, il faut que la production reparte, au service du peuple ; pour que la production reparte, il faut qu'elle soit remise en marche et contrôlée par les travailleurs ; pour que les ouvriers travaillent, il faut qu'ils puissent manger, il faut qu'ils contrôlent l'échelle mobile des salaires. Notre lutte revendicative, camarades, est le rôle même de la reprise économique. Par les déléguations, les manifestations, les interventions, les grèves, les protestations, toutes les méthodes possibles, il faut imposer au gouvernement de ne pas bloquer les salaires lorsque montent les prix.



La bourse ou la vie



A BAS LA DIPLOMATIE SECRETE !

LES ENNEMIS DE LA REPRISE.

Et c'est en insistant sur le caractère de classe nécessaire de la reprise économique que l'on découvre l'appartenance de classe de ceux qui la sabotent. Le camarade Thorez accuse le patronat de s'opposer au renouvellement de notre outillage ; il fait allusion à la campagne méprisante engagée contre les mineurs, alors qu'on ne cherche qu'à discréditer la politique de nationalisation. Il critique le système des nationalisations où on ne nationalise que les déficits, et où l'on assure aux « exploités » de confortables indemnités (indemnités qu'il a, par ailleurs, lui-même réclamées). Il parle des nombreux cas de malversations et de sabotage, des grandes sociétés anonymes, de l'économie dirigée dont il demande à juste titre que l'on se débarrasse. A son tour, le camarade Lallemand dénonce les manœuvres du grand patronat contre les nationalisations et la malveillance des Comités d'occupation. Le camarade Marly décrit les « effets de la corruption fasciste qui se font encore sentir » ; il fait allusion à certains hommes qui repartent de « pouvoir personnel et de plébiscite » ; il attribue à l'influence des trusts le fait que le gouvernement ne suit pas l'exemple de l'Assemblée consultative. Dans son discours de clôture, le camarade Thorez repare encore des trusts qu'il faut abattre et qu'il faut supprimer.

MAIS, CONCRÈTEMENT ?

Tout cela est juste, mais reste très confus, et très verbal. En même temps qu'on nous parle des trusts, du patronat saboteur, on nous explique qu'il ne s'agit que des « groupements » capitalistes de 1939. En même temps qu'on nous parle de tant d'obstacles intérieurs, on fait appel à l'unité de la « Patrie ». En même temps qu'on critique (modérément, d'ailleurs), l'indépendance du gouvernement aux puissances d'argent, on affirme que pour rien au monde on ne se désolidariserait de lui. C'est insuffisant. Il faut aller plus loin, camarades. Il faut donner un contenu réel aux propres paroles du camarade Thorez dans son discours d'ouverture : « Il n'y a pas de socialisme là où subsiste le mode de production capitaliste ». C'est-à-dire que le socialisme doit s'établir sur la destruction du mode de production capitaliste. C'est-à-dire que la lutte pour le socialisme se heurte à tout ce qui défend le mode de production capitaliste. C'est-à-dire que le conflit n'est pas, comme le prétend le X^e Congrès, une simple lutte aux intérêts de la « Patrie » (la patrie des de Wendel, de Diehlem et des 200 familles) à une minorité traitée (Cagoule, Vichy, etc), mais bien le prolétariat, la classe ouvrière, les travailleurs de l'industrie, de la terre, du commerce, de l'artisanat, à la haute bourgeoisie de la finance et du capital. Ceux qui réclament aujourd'hui le maintien de la chevrotaine Constitution de 1875, ceux qui sabotent la production charbonnière parce qu'ils attendent le charbon de la Sarre, ceux qui font de l'armée une odieuse franc-maçonnerie de culottes de peau, tous ceux-là sont exactement les mêmes que ceux qui ont empêché notre soulèvement de 1935, interné nos camarades espagnols, déclaré la guerre et ouvert les bras au fascisme vichy-sois. (Suite page 2.)

... et les trois grands ?

Les Alliés confieraient en Allemagne occupée l'enseignement primaire aux Eglises

Les Américains interdisent l'activité antifasciste allemande

LA POLITIQUE RELIGIEUSE DE L'U.R.S.S.

Les différentes églises chrétiennes

UN BILAN !!!

COMBIEN de millions de morts ? COMBIEN de truisés épargnés ?

Il faudra un jour faire le compte des morts de cette guerre. On ne pourra jamais clore celui des victimes : enfants rachitiques, tuberculeux, hommes rendus fous par la faim, le terreur, incurables, mutilés, broyés moralement et physiquement dans le cataclysme mondial.

Pour quelle cause ? Pour quel résultat ? Nos « Grands » commencent à mettre en sourdine les pompes funèbres de la « Croisade des Démocrates ». Trop occupés aux affaires du pétrole, empêchés dans le partage des zones d'influence, inquiets des mouvements d'émancipation des peuples coloniaux, ils ne pensent plus qu'à tout à la fois à l'occupation de la France, à la lutte contre les « déviations sur la « révolution inséparable de la libération » ? Oui, mais pour y mettre un terme par une répression féroce.

Au fond, on ne sait plus très bien si l'on a combattu pour le peuple, le peuple, ou pour le profit. Et les responsables ont essayé de dévier une politique favorable à « leurs » trusts.

Mais alors ? Et les millions de morts ? Et les dizaines de millions de victimes de la guerre ?

Un nouveau bassin de Briey ? Bienôt doit s'ouvrir le procès des criminels de guerre. Enfin ! Nous allons savoir contre qui nous avons combattu. Et les responsables vont être enfin punis !

Ne nous excitons pas. Les journaux viennent de révéler que pendant toute la guerre les usines Ford de Cologne n'ont jamais été bombardées. Des centaines de milliers de truisés ont été massacrés au phosphore, alors que, comme le bassin de Briey en 1917-1918, ces usines n'étaient pas considérées comme stratégiques.

L'I.G. Farben Werke, l'immense industrie qui dépasse Krupp même en Allemagne, n'a jamais été touchée. Ses usines et ateliers à Hoechst, son administration centrale à Francfort sont intacts. Et pourtant Francfort a été soigneusement rasée au phosphore. Peu importe, les bureaux de l'I.G. Farben ont été pointés par les généraux Eisenhower en a fait son quartier général.

Ce n'est pas tout : les journaux américains estiment que 75 % de l'industrie allemande est en bon état.

On ne se défiera pas en indiquant la maladresse des généraux, c'est ainsi contraire un tour de force que d'abîmer toute une ville et laisser intacts les usines qui permettent à Hitler de tenir bon.

Alors ? Sur ordre de qui a-t-on épargné les usines de Ford et de l'I.G. Farben ? Et les responsables de la guerre prolongée et donc un répit à Hitler ?

Jusqu'à quand le prolétariat mondial tolérera-t-il le bruit d'indignité dont on enveloppe les guerres impérialistes ? Quand comprendra-t-il qu'il se bat aveuglément pour des bénéfices des marchands de canons, des industriels et financiers de tous les pays ? Quand mettra-t-il fin aux agissements du criminel de guerre numéro un : le capitalisme international ?

Avant de conclure, nous ouvrons nos colonnes à tous ceux qui pourraient nous apporter à ce sujet des informations nouvelles. Nous savons que ces exemples ne sont pas les seuls. Il faut les connaître tous si l'on veut établir sérieusement les responsabilités de la guerre. Aucun criminel de guerre ne doit rester dans l'ombre, quelle que soit sa nationalité.

LE CHERCHEUR.

MAMMOUTH à l'avant-garde

Dès la libération, se constitue à « Mammoth » un Comité d'entreprise ; l'objectif de ce Comité est de concourir au redressement économique et de lutter contre les trusts ; par son intermédiaire, une participation effective du personnel à la gestion de l'usine peut être envisagée. A l'origine, la direction se déclara en accord avec ce programme, mais bientôt elle adopta une politique d'aventure, ne tint aucun compte des suggestions du Comité, et, peu à peu, le patron, malgré le manque d'outillage, et sans assainir la situation des usines, effectua une politique d'agrandissement qui conduisit l'entreprise à une impasse. Cependant, le Comité d'entreprise perd peu à peu ses maigres prérogatives.

En avril, la situation financière catastrophique entraîne des retards dans la paye du personnel et dans la rentrée des approvisionnements que les fournisseurs non payés refusent de livrer. Une première grève sanctionne cette incapacité patronale et réclame le contrôle ouvrier à la production.

Les ouvriers reprennent le travail sans qu'un résultat décisif soit intervenu ; mais, le 1^{er} juillet, la paye des techniciens et des employés est faite avec des chèques sans provision, et ceux-ci ne touchent leurs appointements que le 8. En ce temps, le 7, le personnel cesse le travail avec les mêmes mots d'ordre que lors du premier mouvement de grève. (Suite p. 2.)

LE CŒUR ET LA RAISON DE M. PLEVEN.

Quelque mis en minorité, M. Piéven a donné à la Consultative une leçon de sagesse bien gouvernementale. A la séance du 6 juillet, le représentant du M.N.P.G.D. ayant demandé un relèvement de l'allocation de congé payé pour les rapatriés, le Ministre des Finances se mit à compter ses deniers sous et s'opposa au projet. C'est que, voyez-vous, malgré les 60 milliards qu'il a découverts, il doit prévoir un déficit de 250 milliards au budget. Et, ajoute-t-il, le projet de M. Bugeaud comporte plus de 14 milliards pour les rapatriés, il faut choisir entre le cœur et la raison.

Dans ces conditions, il vaut mieux, n'est-ce pas, économiser sur les rapatriés, qui sont suffisamment gavés d'honneurs et de priorités comme cela.

On ne peut tout de même pas mener la Nation à la faillite pour quelques centaines de milliers de bouillons qui se sont laissés arrêter par la Gestapo, ou encercler en 1940. Après tout, rien ne les empêchait de résister à la manière de M. Piéven, à Alger. On n'aurait pas besoin de leur marchandiser leurs amonés.

Entre nous, M. Piéven ne se moque-t-il pas un tout petit peu du peuple ?

Revendications ouvrières en Danemark.

STOCKHOLM. M. M. — Une série de revendications ouvrières et de comités du Danemark ont été présentées au Congrès de la vie et que l'épuration des règnes ont suivi.

Agitation sociale en Haute-Italie

De nous mande de Chicago. L'agitation sociale en Haute-Italie est en pleine effervescence. Les comités ouvriers ont été créés dans les zones libérées.

L'affaire de Syrie

Menace d'une nouvelle guerre civile en Grèce. L'EAM demande l'intervention des trois grands.

EMEUTE EN ALGERIE

Les millions de petits...

SITUATION ALARMANTE AU LEVANT

Une révolte latente couve dans tout le Proche-Orient.

LA GRÈVE GÉNÉRALE éclatera en Belgique

si le roi Léopold prétend remonter sur le trône.

EFFERVESCENCE A COPENHAGUE

Le roi Léopold III n'est pas encore rentré à Bruxelles. Il sera déposé si les Allemands ne se retirent pas.

PEUPLE, VOICI TES MAITRES !

Il y a quinze jours, nous avons montré quel est l'internationalisme des intérêts financiers, en prenant de Wendel comme exemple peu ragoutant des manœuvres sans scrupules du grand capital ; aujourd'hui, nous étudierons brièvement un confrère allemand, Krupp, type aussi cynique que de la seringue collaboration des trusts et des marchands de canons qui s'est poursuivie pendant toute cette guerre, comme l'autre, par-dessus les cadavres de millions de troupes de chaque côté de la barricade.

Un peu d'histoire.

Alfred Krupp, à la mort de son frère Friedrich, se trouva, dans les premières années du dix-neuvième siècle, à la tête d'une forge de 11 ouvriers, d'un nouveau pro-

édé de fonte à moitié mis au point et d'une petite fortune familiale acquise au seizième siècle par des spéculations sordides sur la peste et les épidémies.

Il se mit au travail. En 1800, Essen était un petit bourg de 4.000 habitants. En 1850, il y en avait 10.000. En 1859, Alfred Krupp arracha à Guillaume sa première commande d'Etat : 300 canons. En 1871, Essen comptait 80.000 âmes. Pendant les trois guerres qui firent l'unité impériale, les canons de Krupp jouèrent un rôle à ce point important que la maison fut déclarée « institution nationale » et reçut des droits monopolisateurs et des subsides du gouvernement ; il fut décidé que les intérêts de la nation devaient céder le pas aux intérêts des exportations Krupp, même lorsqu'il

s'agissait d'exporter les modèles les plus récents destinés à l'armée du Reich.

En 1866, l'armée autrichienne — l'ennemie de ce temps-là — utilisait des canons Krupp contre l'armée prussienne. En 1870, la firme offrit ses services à Napoléon III avec la complicité du gouvernement allemand. Napoléon III s'empressa d'ailleurs de décorer Krupp de la Légion d'honneur pour « services éminents rendus à l'humanité ». Vers la fin du siècle, le successeur d'Alfred, Friedrich-Alfred Krupp, fidèle aux bonnes traditions du capital international, refla aux concurrents anglais des informations confidentielles.

(Suite p. 2, 3^e colonne.)

